Un cœur invincible

Partage international nº 21 – Mai 1990

Les actionnaires devraient-ils se préoccuper de la manière dont leurs fonds sont utilisés ? Le devoir d'une société s'étend-il au-delà de la simple recherche du profit, afin de satisfaire ces mêmes actionnaires ? Les ouvriers partagent-ils avec leur employeur la responsabilité du produit fabriqué ? En d'autres termes, les normes éthiques et sociales devraient-elles faire partie intégrante du processus économique ?

Dans la réalité quotidienne, l'industrie actuelle répond en général à cette question par un non sans appel. Les principes moraux, considérés par Aristote comme indissolublement liés à l'économie, ont vu leur influence décliner profondément depuis l'apparition de l'économie moderne, il y a environ 200 ans.

En 1776, l'économiste et moraliste écossais, Adam Smith, publia son célèbre traité, intitulé « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », qui eut une très grande répercussion sur la conception moderne du libre échange. Adam Smith soutenait que l'intérêt personnel, et par dessus tout la recherche d'un profit financier, constituent le meilleur élément moteur de l'économie. Selon A. Smith, la poursuite par chaque individu de son propre intérêt devrait nécessairement servir l'intérêt général. Un contrôle exercé par l'État n'aurait donc pour seul effet que de contrarier les influences bénéfiques de la « main invisible » — un concept introduit par Smith. Depuis lors, dans le monde de l'économie, cette conception est pratiquement devenue un lieu commun, et en arrive presque à être considérée comme une loi divine. Pour A. Smith, toutefois, la liberté économique ne représentait pas un absolu. Il condamnait la poursuite illimitée de l'intérêt personnel. Pour lui, il n'était pas totalement injustifié que l'État, dans certaines circonstances, joue le rôle de gendarme de l'économie. Progressivement, on accorda moins d'attention à la flexibilité des théories de Smith, si bien que de nos jours, dans un nombre croissant de pays, le résultat du « libre jeu des forces du marché » est considéré, par définition, comme synonyme du bien général. Pour beaucoup d'économistes, la « main invisible » de Smith ne constitue pas simplement une théorie, qu'on peut accepter ou rejeter, mais un dogme, en quelque sorte un fait démontré, quasiment une loi immuable de la nature. C'est la raison pour laquelle, bénéficiant de ce soutien, l'économie a pratiquement gagné le statut de science naturelle.

On ne peut bien évidemment nier que certains pays, bâtis sur l'économie de marché, aient remporté des succès indiscutables. Aucun autre système moderne ne s'est montré aussi efficace dans la production de biens et de services, et par conséquent dans la satisfaction des besoins matériels de la population. L'effondrement d'une grande partie du monde communiste, où la main de fer du gouvernement remplaçait maladroitement la « main invisible » d'A. Smith, paraît annoncer la nette victoire de l'économie de marché.

Cependant, c'est justement à l'heure actuelle, alors que l'influence des défenseurs de la théorie d'Adam Smith est devenue presque partout prépondérante, que les limitations inhérentes au système du libre échange deviennent évidentes. L'ironie fait que ce sont précisément ses succès qui révèlent ses insuffisances. Car, alimenté comme il l'est par la demande de biens et de services, il était inévitable que ce système économique conduise à une production incontrôlée, en passe de détruire rapidement l'environnement, menaçant non seulement la chaîne de production mais, indirectement, également la survie elle-même. Pour prendre un seul exemple, la pollution atmosphérique et terrestre par l'industrie, l'agriculture et l'automobile — le symbole pour les masses des profits issus du système de libre entreprise — détruit actuellement nos forêts, nos rivières, nos océans et nos sols. Ces contaminations et perturbations de l'écosystème dévastent la nature et mettent en péril la production alimentaire dont nous dépendons tous. Il sera extrêmement difficile de mettre un terme à ce processus tant que nous continuerons à vivre avec l'idée que l'intérêt personnel de tous les individus formant une société, coïncide avec l'intérêt de la société dans son ensemble. La question n'est pas tant de savoir si l'individu exige de pouvoir utiliser sa voiture sans restriction, mais d'envisager les conséquences de cette utilisation par des millions d'automobilistes brûlant du carburant et dégageant des fumées toxiques. Il ne s'agit plus de se demander si l'individu peut s'offrir le luxe d'utiliser sa voiture de cette façon, mais si son pays — ou plutôt la

planète — peut se le permettre.

A l'évidence, nous avons atteint le stade où le profit personnel mesquin entre en conflit avec le bien général. Une telle situation, assurément, était inévitable. Appliquer le principe de liberté sans intelligence, autodiscipline ou sens des responsabilités, conduit fatalement à la destruction de toute liberté. Comme il devient chaque jour plus évident, la liberté, et la vie elle-même, ne peuvent être garanties que par une sage maîtrise de soi, et seraient définitivement perdues si nous poursuivions la politique actuelle de croissance économique incontrôlée. Si tel est bien le cas, il devient alors évident que la théorie de la libre concurrence ne tient pas debout. Il est donc grand temps de définir une nouvelle approche, visant à un équilibre entre la liberté individuelle et le bien général.

Pour y parvenir, nous devrions redéfinir nos priorités réelles — en tant qu'individus, en tant que nations, et bien sûr comme humanité dans son ensemble. Jusqu'à présent, dans l'économie amorale de ce siècle, les politiques suivies ont été formulées presqu'entièrement en termes matériels, la quantité, la consommation et la propriété jouant les rôles principaux.

Une telle réévaluation ne nécessite pas un rejet radical des idées d'Adam Smith, aujourd'hui généralement associées aux réalisations de l'Occident. Bien au contraire, car toutes les sociétés qui désireront s'épanouir devront être basées sur l'utilisation et la stimulation de la pleine capacité et de la productivité des individus, ou, en un mot, de leur créativité.

Cette caractéristique la plus fondamentale de la nature humaine ne doit pas être refrénée, mais libérée — libérée des contraintes du matérialisme et de la compétition. En effet, la liberté et la créativité ne pourront pleinement se développer que sous l'influence de normes et d'objectifs éthiques. Alors nous apercevrons-nous qu'après tout, Adam Smith avait raison, et que les intérêts individuels peuvent tout à fait coïncider avec ceux du groupe, à condition que la main invisible de la liberté apprenne à travailler conjointement avec le cœur invincible de la synthèse et de la coopération, pour le bien être commun.

Thématiques : environnement, Économie
Rubrique : Editorial